

La Nation

Journal vaudois

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



Consensus, que de crimes...

«Le Centre patronal a 75 ans et est devenu consensuel», titre *24 heures*¹. L'auteur de l'article nous explique que le Centre Patronal «a mis de l'eau dans son vin»: «Il est loin, le temps des coups de gueule au sein de sa famille politique (? réd.)». Néanmoins, «au vu de la composition de l'organe qui joue le rôle de conseil d'administration – 35 membres exclusivement masculins – on a tout de même l'impression d'une institution qui traîne des reliques d'un autre temps». En résumé, la direction est bonne, mon petit, mais il y a encore du chemin avant la rédemption, c'est-à-dire ta résorption dans l'officialité politique.

L'article invite donc au consensus une institution dont la vocation est précisément de mener des combats de toutes sortes dans une perspective qui est aux antipodes des bricolages mous qu'inspire ordinairement l'esprit de consensus.

Sur le plan des principes, d'abord, pensons au chemin que le Centre Patronal doit se frayer à la machette intellectuelle dans la jungle des idéologies qui nous empoisonnent l'esprit. Les idéologues néo-libéraux, par exemple, dénoncent les accords sociaux comme autant d'entraves aux lois du marché, freinant l'introduction des nouvelles techniques, empêchant les restructurations nécessaires et faisant, par conséquent, monter les prix. Les idéologues socialistes, quant à eux, jugent que le dialogue entre les partenaires sociaux est trop sectoriel,

trop aléatoire quant aux résultats et toujours à recommencer. A coups d'interventions parlementaires et d'initiatives populaires, ils s'efforcent de lui substituer la prétendue rationalité globale et définitive des canaux administratifs. Ces frères ennemis s'entendent parfaitement pour rejeter la notion de communauté professionnelle, qui est à la source même de l'action du Centre Patronal

L'idéologie peut bien entraîner de grands maux, elle reste séduisante par sa simplicité, qui donne à chacun le sentiment de tout comprendre et de tout maîtriser. Le néo-libéralisme et le socialisme appellent donc, de la part du Centre Patronal, une contestation philosophique permanente et sans consensus possible.

Pas de consensus non plus en matière de dialogue syndical. Certes, la paix du travail constitue le cadre en principe indépassable des empoignades entre les représentants des patrons et des employés. Mais empoignades, il ne peut qu'y avoir. C'est même une nécessité consubstantielle à la relation syndicale. Car la solution n'est pas forcément donnée d'avance. Il arrive qu'elle s'invente, se développe et se conclue à travers le choc des arguments contradictoires. Cela exige, des deux côtés, des positions affirmées et tenues avec une rigueur et une vigueur en rien consensuelles.

De plus, une convention collective de travail impose des concessions aux

deux camps. Cela représente forcément une déception par rapport à ce qui était espéré. Il faut donc que les troupes soient convaincues que l'accord a été acquis de haute lutte. A défaut, les mandataires seront soupçonnés de paresse, pour ne pas dire d'entente déloyale sur le dos de ceux qu'ils représentent. Pas question pour les syndicats ouvriers et patronaux de s'avachir dans un consensus de bons copains!

Face à l'interventionnisme étatique, l'esprit de consensus est encore moins de mise. L'Etat exerçant une vue globale et agissant sur la base de normes aveugles au cas particulier, sa pensée économique est naturellement planificatrice. Or, le caractère mouvant de la conjoncture impose aux décideurs de prendre fréquemment, sous peine de disparaître, des décisions imprévisibles, c'est-à-dire qui échappent par définition à toute idée de planification. Aussi, chaque intervention durable de l'Etat dans l'économie annonce-t-elle des complications inutiles et des effets paralysants pour les entreprises. Il faut la combattre par principe. Il le faut d'autant plus que l'Etat ne rend jamais ce qu'il a pris. Il n'y pas de paix, ni de consensus, dans cette guerre larvée.

Les méfaits de l'étatisme s'aggravent avec la centralisation fédérale. Sur le plan cantonal, l'Etat et les entreprises se connaissent. Elles se combattent au moins dans la même

langue. Sur le plan fédéral, l'étatisme et ses tares passent à un niveau supérieur d'abstraction et de malfaisance. On applique aux francophones et italo-phones des normes pensées en allemand. Et leur mise en œuvre, on le voit dans les conditions d'attribution des marchés publics, privilégie cyniquement les entreprises germanophones. On peut, à l'extrême rigueur, espérer retrouver une liberté perdue dans les méandres de l'administration vaudoise. C'est inimaginable sur le plan fédéral.

Le combat contre la centralisation doit être mené sans merci, toujours, sur tous les sujets. Il arrive qu'on échoue. Le fait d'avoir livré la bataille prépare mieux la suite qu'un consensus à la noix où l'on finit par soutenir officiellement un projet qui nous fait perdre presque tout pour sauver presque rien – et en tout cas pas l'honneur.

Lutte de fond contre les idéologies individualiste et collectiviste, lutte dure et loyale avec les syndicalistes pour faire valoir les intérêts des patrons, lutte permanente contre l'étatisme visant à préserver l'autonomie des entreprises, lutte épuisante contre la centralisation pour défendre le pilier économique de l'autonomie politique vaudoise: de tout cela, le consensus est absent.

Olivier Delacrétaz

¹ Jean-Marc Corset, édition du 20 août.

Défense de la capacité à exprimer sa pensée en français

Il ne faut pas trop compter sur les élites, les politiciens, les chefs d'entreprise, les chercheurs ou les sportifs pour défendre la langue française. Qu'il est loin le temps où de Gaulle et Mitterrand séduisaient par leur rigueur rhétorique. [...]

Plus fondamentalement, la révolution numérique transforme la langue et nos manières d'écrire. On observe même un retour à une forme moderne de hiéroglyphes avec l'utilisation croissante d'émoticones. Le paradoxe? Nous n'avons jamais autant écrit et, dans le même temps, si mal maîtrisé l'orthographe et la grammaire.

Parce que les mathématiques ont remplacé l'orthographe comme moyen de sélection des élèves, parce que l'apprentissage d'une deuxième, voire d'une troisième langue apparaît désormais comme une priorité, on tend à accorder moins de poids à la maîtrise orale et écrite de la langue maternelle.

Difficile de contester l'importance des maths, mais tous les jeunes Suisses ne finiront pas ingénieurs chez Google ou experts-comptables. Et si l'allemand, l'anglais... sont indispensables dans nombre de métiers et dans la vie quotidienne à l'heure de la mondialisation, la capacité à exprimer sa pensée en français ne l'est pas moins. [...]

Ces propos hyper-réacs ont été publiés dans *L'Hebdo* du 20 août dernier sous la plume d'Alain Jeanet lui-même. Dans la suite de son éditorial, ce dernier tente de se rattraper en appelant à ne pas «adopter des postures réactionnaires», à ne pas «prôner un illusoire âge d'or de l'enseignement» et à réformer les «difficultés orthographiques les plus anachroniques». Mais c'est peine perdue: le début de son texte nous a fait plaisir.

P.-G. B.



Proust contre le monde moderne

Quand George Bernanos s'attaque au nouvel ordre mondial de l'argent et du commerce qui, mû par la force de l'inéluctable, liquéfie la mémoire, les langues et les peuples, il écrit en 1944 dans *La France contre les robots*: «Dans la lutte plus ou moins sournoise contre la vie intérieure, la Civilisation des Machines ne s'inspire, directement du moins, d'aucun plan idéologique, elle défend son principe essentiel, qui est celui de la primauté de l'action. La liberté d'action ne lui inspire aucune crainte, c'est la liberté de penser qu'elle redoute. Elle encourage volontiers tout ce qui agit, tout ce qui bouge, mais elle juge, non sans raison, que ce que nous donnons à la vie intérieure est perdu pour la communauté.»¹

Lorsqu'en 1906, il commença *A la Recherche du temps perdu*, Marcel Proust pressentait déjà cette civilisation des machines qu'annonce Bernanos quarante ans plus tard. Il n'avait qu'une seule idée en tête: suspendre l'action, s'enfoncer dans sa mémoire pour en faire ressurgir les émotions premières, les sensations et les rencontres de son passé et pour en extraire un monde mythique et originel, à la fois imaginaire et vrai, le monde vrai n'étant pas le monde visible, peuplé d'êtres purs ou corrompus, et d'une beauté douce et sauvage.

Le tissu du récit se déchire et l'action s'enfonce. L'enfoncement est ici le terme approprié. L'action fait place à l'introspection, à la contemplation, à la divagation. A travers les yeux à la fois d'un enfant, d'un adolescent, d'un jeune homme, d'un homme mûr et réfléchi, d'un possédé de la littéra-

ture et de l'art, Proust nous montre la vie d'une époque engloutie par la civilisation des machines.

A la Recherche du temps perdu est le fruit d'une coupure totale avec le masque de la vie sociale et de ses agitations. C'est une plongée dans le moi profond. L'écrivain de Proust est un solitaire, un moine, un prophète dans le désert. Or l'homme contemporain a horreur de la solitude et du vide; il a horreur de tout ce qui est hors réseaux, déconnecté, débranché.

Bête sacrée du Panthéon littéraire, le romancier est tenu pour un écrivain éminemment moderne par la majorité des savants docteurs pour des raisons avant tout esthétiques: intrigues fragmentaires, juxtapositions d'impressions, personnages à faces multiples et aux caractères ambigus, composition cyclique et elliptique, etc. En vérité, la pensée qui se dégage de la *Recherche* est celle d'un homme du temps ancien. Il démasque la dégradation du monde de l'enfance et de l'inspiration au profit du rationalisme matériel du progrès. Proust déteste les inventions du monde moderne et n'accepte qu'un seul progrès, celui de l'homme intérieur.²

Afin de montrer l'importance de la vie intérieure dans sa vision, voici ce que l'on peut lire dans *A l'ombre des jeunes filles en fleurs*, au moment de la première rencontre avec Albertine, la fille inconnue que le personnage principal avait remarquée sur la plage de Balbec: «Il est des plaisirs comme des photographies. Ce qu'on prend en présence de l'être aimé, n'est qu'un cliché négatif, on le dé-

veloppe plus tard, une fois chez soi, quand on a retrouvé à sa disposition cette chambre noire intérieure dont l'entrée est "condamnée" tant qu'on voit du monde.»³ La métaphore de la photographie peut paraître banale à première vue. Cependant, quand on y regarde de plus près, elle nous livre une des clés de l'édifice proustien. Il écrit que l'homme «meurt à soi-même» dans la société, qu'il «devient un homme différent [...] subissant la loi d'une autre perspective morale» et que la seule solitude donne accès aux sentiments profonds de l'être. La vie sociale, ce sont les salons «où ouverts aux autres, par la conversation, nous sommes dans une certaine mesure fermés à nous-mêmes.»

Une telle réflexion sur la solitude fait trembler de terreur l'homme contemporain. Il sanctifie l'action et l'efficacité. Ouvert à tout, intégralement connecté à la communauté et aux réseaux sociaux, mû par un irrépressible besoin de communiquer, il cherche incessamment la conversation et les relations sociales, et se ferme de plus en plus à lui-même.

Quant à la photographie, Proust lui préfère la peinture. La photographie est un cliché, c'est-à-dire une image dépourvue de profondeur. Il la considère comme une reproduction, parfois surprenante, des lois de la perspective, réalisée en dehors de l'interprétation, et, pour ainsi dire, par la nature du sujet et par le jeu naturel de la lumière et de l'ombre. Aux yeux de Proust, la photographie ne peut être autre chose qu'une reproduction mécanique dont l'homme est exclu. Cela rejoint exactement ce

que dit André Bazin sur l'originalité de la photographie par rapport à la peinture quand il écrit dans *Qu'est-ce que le cinéma?* que tous les arts sont fondés sur la présence de l'homme et que dans la seule photographie, il est absent.⁴

Dans la vision de Proust, il n'existe pas d'art sans la présence de l'homme, c'est-à-dire l'expression de quelque chose qui tient essentiellement à l'être singulier, qu'un autre ne peut ensuite reproduire. Comme il le montre dans *A l'ombre des jeunes filles en fleurs* et notamment dans la scène de l'atelier du peintre Elstir, l'effort du peintre consiste à ne pas exposer les choses telles qu'il sait qu'elles sont mais selon les illusions optiques dont sa vision première est faite, *de peindre ce qu'il voit et non pas ce qu'il sait*. Le peintre, dans sa vision personnelle, en éclipsant les perspectives ou bien en les amplifiant, les dévoile et, de cette manière, les rend plus frappantes que la photographie. Ses tableaux sont le miroir de son âme.

C'est exactement ce qui caractérise aussi l'œuvre de Proust: elle est un miroir de son âme.

Lars Klawonn

¹ *La France contre les robots*, Georges Bernanos, Plon.

² Lire aussi *La Forêt du Mal* de Gérard Joulé (*L'Age d'Homme*, 2012). Une partie de cette excellent essai est consacré à Marcel Proust.

³ *A l'ombre des jeunes filles en fleurs*, Gallimard, folio classique, p. 435.

⁴ *Qu'est-ce que le cinéma?* André Bazin, Editions du Cerf, Paris, 1994 (1945).

Totalitarisme

Une des caractéristiques propres de l'être humain est de pouvoir penser au futur. Notre vie entière – ou presque – est conçue comme une préparation pour la suite. Mais quelle suite? A cette question, les réponses abondent; et là où les moins créatifs ou les plus sceptiques affirmeront que rien ne changera vraiment, d'autres s'adonnent à des fantaisies utopistes ou, au contraire, nous prédisent un avenir sombre.

Parmi ces derniers, dont les mondes futurs s'appellent «dystopies», les deux plus célèbres sont sans doute George Orwell, auteur de *1984*, et Aldous Huxley, du *Meilleur des mondes*. Or, ces deux futurs, aussi répugnants l'un que l'autre, sont diamétralement opposés... et pourtant, chacun regorge d'éléments qui commencent à se multiplier dans notre vie. Nous dirigeons-nous vers un futur abominable, et pourtant prévu longtemps à l'avance? La réponse est dans les livres!

Commençons par *1984*. Dans ce monde, trois superpuissances se livrent une guerre perpétuelle mais inutile, tandis qu'à l'interne domine un régime totalitaire. Celui-ci surveille constamment les membres du Parti, qui lui permettent de gérer son immense empire grâce à quatre

ministères: le Ministère de la Paix, chargé de mener la guerre; le Ministère de l'Abondance, qui doit convaincre tous ceux qui meurent de faim qu'ils n'ont jamais eu autant à manger; le Ministère de la Vérité, dont les employés révisent à longueur de journée tous les journaux passés pour «corriger» les archives; et le plus terrifiant, le Ministère de l'Amour, qui dans ses profondeurs brise les esprits des réfractaires pour n'y laisser que la dévotion au Parti.

Tout n'est que mensonges; même la guerre ne tend pas à la victoire. Celle-ci mettrait en contact la population avec d'autres, et on arriverait inévitablement à un mouvement d'union sociale impossible à réprimer. Non, la guerre ne sert qu'à mettre au travail la population, sans pour autant augmenter son niveau de vie.

Dans le *Meilleur des mondes*, la situation est tout autre: dans une terre unifiée et gouvernée par onze «contrôleurs», les gens sont nés et grandissent dans des bouteilles sur une chaîne de production. L'eugénisme rend certains plus intelligents, et d'autres moins capables; un conditionnement constant – les enfants grandissent dans des dortoirs

communs avec des haut-parleurs sous leurs coussins – prépare tous les citoyens à vouloir ce qu'ils peuvent avoir. Dans ce monde, le consumérisme est roi: la règle d'or est d'assouvir tous ses désirs. La promiscuité et le libertinage deviennent la norme, et même la morale.

Tout cela crée une société d'enfants, et de plus, d'enfants qui ne connaissent pas les émotions; personne n'est triste, personne ne souffre – et du coup, l'art n'existe pas, ni la volonté, ni même un désir de spiritualité – les atrophiés de l'eugénisme n'en sont même pas capables.

On pourrait se dire que ce sont là des futurs décidément loin de notre société composée de gens raisonnables, spirituels; une société de gens libres, qui ne se laissent pas opprimer.

Pourtant, il n'y a que trop de ressemblances. Les gouvernements du monde disposent des moyens de nous surveiller – et les utilisent! La propagande, que nous ne reconnaissons pas lorsqu'elle est bien menée, forme nos opinions, sans que nous y fassions attention. Le consumérisme nous pousse à ne pas résister aux tentations vaines, et un glissement

des mœurs (qui ne date pas d'hier) tend presque à encourager les gens à se désintéresser des thèmes importants.

Enfin, au lecteur de décider; face au consumérisme, sommes-nous une société raisonnable ou infantile? Face aux abus de droit des Etats, sommes-nous révoltés ou passifs? Mettons-nous plus en avant l'art, ou les futilités?

Les auteurs de ces romans ont leur opinion; c'est à chacun de nous, maintenant, de se forger la sienne – et d'agir en conséquence.

Julien Donzel

La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Cédric Cossy
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)
Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch
www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

Le « Bünzli », héros national

La fin de l'été relance les élections fédérales, grande affaire politique de l'année. Le 1^{er} août, l'UDC a démarré sa campagne au niveau suisse par la mise en ligne d'un clip vidéo¹. Il met en scène une chanson intitulée en suisse-allemand « Wo e Willy isch, isch ou e Wäg ». Difficile à donner, la traduction française révèle la perspective doctrinale de la vidéo: « Où se trouve une volonté se trouve aussi un chemin. » Une confusion s'orchestre avec Willy Tell, surnom de Willy Vogel, l'auteur, compositeur et interprète de la chanson, et diminutif évident de Wilhelm Tell. En outre, Willy est le nom de la mascotte actuelle de l'UDC, un bouvier bernois répondant au qualificatif de « Wachhund Willy », Willy le chien de garde.

Il ne dépendrait que de notre volonté de prendre le bon chemin. Celui-ci devra plonger ses racines dans la Suisse mythique des quatre Cantons et s'ancrer dans le monde rural du chien de troupeau. Voilà ce que chante dans une séquence Toni Brunner, chef du plus important parti de Suisse, tenant une peluche de bouvier bernois dans les bras, aux côtés d'un ministre de la défense annonçant en se dandinant.

Les paroles – toutes en suisse-allemand – ne vont pas dans une autre direction. Après une aguichante accroche « Hey, üses Land isch wunderbar », elles invoquent le serment de 1291 et en proclament l'actualité malgré son caractère légendaire. La chanson affirme aussi la volonté d'indépendance, travail de tous les jours mais source de fierté pour tous les Suisses, nous chante Willy.

Ce dernier est un « Volksrocker » lucernois². Il met des chemises criardes sur des jeans délavés. Ses cheveux décolorés sont portés en « coupe mulet », c'est-à-dire nuque longue, un style disparu depuis les années 1990. Animateur de fêtes villageoises en Suisse centrale, il ne quitte pas son petit accordéon aux couleurs des vaches noires et blanches.

Le style musical de Willy Tell est proche du « Schlager » allemand, bien que plus dynamique. Reconnaissons que la mélodie du clip est entraînante et qu'elle suscitera une folle ambiance sous les cantines.

Les images illustrent différents sujets. Plusieurs paysages sont mis en avant, sans que ne soient pour autant montrés des clichés helvétiques: pas de Jungfrau, pas de Pont de Lucerne, pas de Lavaux, pas de glacier, mais une vue peu connue des chutes du Rhin, un point de vue inhabituel sur le lac des Quatre-Cantons et une perspective peu grandiose du lac de Zurich. Le ciel n'est jamais complètement dégagé. Ce clip n'est pas une vidéo de *Swisstourisme*. Sa Suisse n'est pas parfaite.

Les scènes de la vie quotidienne sont rares. Du côté de la campagne, un troupeau de vaches se prélassait au soleil et une moissonneuse-batteuse verte coupe du maïs. Le tout est filmé avec un mauvais cadrage et donne un aspect général de vidéo amateur. On veut plonger les pieds dans le quotidien. Une scène rurale récurrente est celle de chiots bouviers bernois tapant du museau l'objectif de la caméra, que la ménagère ne manquera pas de trouver

« très chou ». Les images de vie citadines n'occupent que sept secondes des trois minutes de la vidéo. Plus variées que les images rurales, ce sont essentiellement des vues de Zurich, le hall de sa gare, un débarcadère, un arrêt de tram – la Suisse qui bouge – et un *food-truck*, soit une camionnette de vente de repas à l'emporter, très à la mode chez les jeunes urbains.

Il s'agit donc de montrer une Suisse agréable à vivre, ni idyllique, ni dévastée par les zones industrielles et les villas du Plateau. Cette Suisse vit faiblement, tranquille et modeste, mais heureuse. L'UDC nous propose un nationalisme de pantoufles. Ce dont on doit être fier, c'est notre petit quotidien. Bien peu pour fonder une fierté nationale.

En gros, l'UDC décrit ce qu'elle pense être l'idéal des classes inférieures. Ce qui ne manque pas d'être insultant. En dialecte alémanique, le Suisse décrit dans la vidéo a un nom: le « Bünzli ». C'est le petit-bourgeois fier de son gazon et de son portrait dédicacé de Michaël Schumacher. Décivant la mentalité du « Bünzli », un ami lucernois me disait: « Il écrit aux CFF pour se plaindre qu'un train est arrivé en avance. » Ce Suisse n'a que peu de perspectives culturelles. Son spectre d'intérêt historique se limite à sa sortie des contemporains sur la Voie suisse. Son art, c'est Willy Tell; ses hobbies, des balades sur des sommets nuageux aux sentiers mouillés.

Cette vidéo ne dévoile donc pas un programme politique. Elle alpague l'électeur en lui garantissant le main-

tien de son quotidien. Mais un parti confond le bien commun avec son propre intérêt, qui n'est autre que celui de gagner des sièges. Cette vision de la Suisse posée comme promesse électorale, il faudra bien la réaliser. Et c'est là tout le problème.

Cette Confédération est d'abord alémanique. Romands et italo-phones y sont considérés comme masse négligeable. Elle n'a pas d'autre ambition que de « traire sa vache et se tailler un plumet ». Elle n'aspire à aucune grandeur, ni artistique, ni culturelle, et donc pas politique non plus. Permettre que l'homme puisse s'accomplir dans son travail, que l'artisan sublime la matière ouvragée, que l'artiste recherche le beau en soi n'est pas un objectif pour l'UDC.

Grande pourfendeuse de l'Islam, l'UDC ne montre pas un clocher d'église. Quant aux cantons, cadres historiques et naturels d'exercice des libertés, ils sont totalement absents du clip. On leur préfère un archétype socioculturel transcantonal, plus simple à viser aux élections fédérales qu'un corps constitué. A n'en pas douter, la législature sera centralisatrice. Espérons que les membres de l'UDC vaudoise réagiront vigoureusement contre cette vidéo. Elle les réduit au rang de supplétifs barbares.

Félicien Monnier

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=qAwVFleHNXk>

Il suffit de taper « SVP » dans la barre de recherche youtube. « UDC » ne donne aucun résultat probant.

² www.willytell.ch

Un nationalisme en pantoufles ?

Sombres perspectives pour le tourisme

Un compte-rendu de l'assemblée de la Fédération suisse du tourisme (FST), signé de l'ATS dans *Le Nouvelliste* du 22 août, nous apprend que les étrangers boudent la Confédération à cause du franc fort. Le président de la FST Dominique de Buman a exhorté les acteurs de la branche à tirer à la même corde, citant le secteur agricole en exemple: « Cette approche est parfaitement maîtrisée par la branche agricole, même si les agriculteurs n'ont pas tous les mêmes intérêts à défendre. » M. de Buman a notamment souligné la nécessité de « proposer des prix abordables aux familles », si possible pour attirer « les touristes autochtones qui ne souffrent pas du franc fort ».

Présente lors de cette assemblée générale, la conseillère fédérale Doris Leuthard [...] « a encouragé la Fédération suisse du tourisme à relever les défis par l'innovation, la qualité et la mise en réseau. Selon l'Argovienne, un bon rapport qualité-prix et des offres de qualité, axées sur la clientèle, sont les clés d'un avenir prometteur pour la branche ».

Un second article, dans l'édition du 25 août du même journal, précise le bilan: les nuitées passées par la clientèle étrangère au premier semestre ont reculé de 1,9%, alors que celles des indigènes ont augmenté de 0,9%. Mme Barbara Gisi, directrice de la FST, mentionne la solidarité des Suisses: « Ils ont peut-être vu

l'économie du tourisme en peine après l'abolition du taux plancher. » La hausse s'est toutefois manifestée dans les seules régions romandes et autour du lac des Quatre Cantons. La région bernoise enregistre même une baisse de 30% de la fréquentation indigène!

Les constatations statistiques de la FST sont discutables: la majorité des réservations pour les vacances d'hiver ont été faites avant le 15 janvier. L'impact de la suppression du taux plancher durant le premier semestre a donc été limité et les éventuels effets restent encore à venir. La cherté du franc n'est pas seule en cause: la météo calamiteuse de l'été 2014 a poussé plus d'un à planifier ses vacances d'été dans des contrées statistiquement plus ensoleillées, même si l'été 2015 leur a ensuite donné tort.

Nous doutons ensuite de la solidarité des indigènes pour l'hôtellerie suisse espérée par Mme Gisi. S'ils ont compris la leçon martelée par Mme Leuthard sur « l'ilot de cherté » suisse, ils privilégient le coût plutôt que la provenance. Le « tourisme de Dijon » étant un principe difficilement applicable, plusieurs de nos connaissances ont saisi l'aubaine de passer l'été en Europe ou de réserver à prix canon leurs prochaines vacances d'hiver en Autriche. Les reproches faits au tourisme suisse d'un accueil peu sympathique, d'une restauration chère ou insi-

pide, voire peu ragoûtante, d'infrastructures vieillottes et peu diversifiées, étaient auparavant acceptés comme le prix de la proximité. La baisse de l'euro n'a fait qu'apporter l'ultime argument pour passer sur l'inconvénient de destinations plus lointaines.

Les recommandations de Mme Leuthard à la branche sont tout simplement risibles. Quelles solutions propose Madame « yaka » pour améliorer le rapport qualité/prix? Nous souhaitons que le tourisme soit préservé de celles introduites avec le Cassis de Dijon, qui piétine les normes suisses et diminue la qualité des produits alimentaires sans en réduire les prix!

Enfin, se référer au monde paysan, comme le fait M. de Buman, pour ap-

peler le tourisme suisse à « tirer à la même corde » dénote du parfait contre-exemple. Les paysans sont des indépendants, par nature difficiles à fédérer. Leurs organisations faitières sont souvent en désaccord et ont, sur le plan politique, tout au plus réussi à ralentir la dégringolade. Le nombre d'exploitations ne cesse de se réduire et beaucoup de celles-ci survivent grâce aux paiements directs et non de la vente de leur production. L'effondrement actuel des prix agricoles sur le marché européen, associé à un taux de change défavorable, font du paysan suisse un crève-la-faim. Est-ce l'avenir auquel M. de Buman aspire pour les acteurs du tourisme suisse?

Cédric Cossy

Des originaux...

Au début de l'année scolaire, il est d'usage que les nouveaux élèves se présentent dans une courte rédaction où ils parlent d'eux-mêmes, de leur famille, de leurs projets. Pour la première fois – le soussigné enseigne depuis plus de trente ans – certains enfants croient devoir préciser: « Mes parents ne sont pas séparés ».

Que faut-il comprendre? « Mes parents n'ont pas encore divorcé, mais ça ne saurait tarder, tous mes copains

vivent ça » ou « Tous les parents se séparent, mais pas de ça chez nous, on est une famille unie, nous! » ou bien « M'sieur, je sais, les enfants de divorcés sont difficiles pour les profs, mais avec moi rassurez-vous, mes parents ne sont pas séparés, je suis donc un élève sympa et sans problèmes ».

On se perd en conjectures... Quatre élèves de la classe souhaitent devenir avocats. Les divorces les occuperont.

J. P.

La Finma, coûteuse structure antidémocratique

(Réd). Les cordonniers sont les plus mal chaussés. C'est ce que l'on conclut en lisant les propos de Mme Liliane Held-Khawam parus dans *Le Temps* du 25 août dernier. Nous reprenons ci-dessous la quasi-intégralité de son analyse et de ses critiques à l'encontre de la Finma, véritable Etat dans l'Etat.

Le gendarme des marchés financiers suisse a publié ses comptes 2014. Ils indiquent une perte globale de 29 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 140 millions. Les capitaux propres de l'institution s'élèvent à -18 millions de francs. Du point de vue comptable, la Finma devrait être mise en faillite.

Pareil constat est une invitation à regarder de plus près dans les comptes de cette entreprise garantie par les contribuables, qui bénéficie d'un monopole d'Etat sur une clientèle captive. A cela s'ajoutent un pouvoir législatif et la capacité de faire mettre en faillite par simple décision interne.

Janvier 2009. La Finma est créée sur le modèle de la société anonyme (SA), avec le but affiché de définir, surveiller et améliorer l'image de la place financière suisse. Une souveraineté décisionnelle et opérationnelle lui est octroyée à cet égard.

Les administrateurs de la Finma sont donc les seuls maîtres pour tout ce qui concerne le secteur financier

suisse. Une autorité publique, déléguée à une poignée d'individus issue du monde de la finance privée, définit la stratégie de la place financière, légifère, taxe, surveille, sanctionne, gère les masses en faillite, remplace à l'occasion les juges et les Offices de poursuite et faillite, désigne les liquidateurs privés... Une indépendance institutionnelle, fonctionnelle et financière. En quelque sorte, un cumul des pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire, financier inédit en démocratie!

[...]

Ces quelques administrateurs et directeurs font la pluie et le beau temps sur une industrie financière dont le délitement est visible et concerne 210 000 emplois.

Au plan financier interne, l'affaire est juteuse. Le bilan a crû de quelque 54% en 6 ans, avec un bénéfice de l'ordre de 8 à 13 millions de francs par an. Pourtant, les capitaux propres de la Finma sont négatifs après six années bénéficiaires. Comment est-ce possible?

Ce déficit est dû à des ponctions répétées pour alimenter la caisse de pension du personnel. Au bilan 2014, on découvre ainsi un passif de 66 millions pour des pertes actuarielles cumulées, donc hypothétiques.

Les coûts de base du personnel sont une autre source de pression financière interne. Les effectifs ont ex-

plosé de 50% en six ans. Le coût par poste à plein-temps et par an est passé – malgré le recrutement de jeunes – de 185 000 francs en 2009 (328 équivalents plein-temps) à 204 000 francs en 2014 (483 équivalents plein-temps).

Le salaire des directeurs atteint presque 370 000 francs, sans compter les prestations sociales (LPP) et autres avantages contractuels et celui du directeur général 510 000 francs. Bonus, cadeaux d'ancienneté (par 5 ans), LPP de luxe de la Confédération, contrat de travail de droit public, etc.

La Finma bénéficie d'un monopole d'Etat sur une clientèle captive.

Qui va payer pour le traitement luxueux du personnel de la Finma? Le contribuable certainement. Mais la tentation est aussi grande de booster son chiffre d'affaires, fruit principalement de la surveillance et des émoluments. On peut donc craindre un renforcement à l'avenir des contrôles des PME, clientèle captive totalement inoffensive pour les carrières des uns et des autres. Ce qui ne serait d'ailleurs pas pour déplaire aux gros clients et surtout à la concurrence étrangère...

C'est dans ce contexte de faillite financière et morale de cette institution et de ras-le-bol général des assujettis que le Conseil fédéral a transformé en mars 2015 la part variable

(autrement dit le « bonus ») des employés de la Finma en part fixe. Il n'a pas demandé à réduire les coûts de fonctionnement, ni expliqué qui allait payer pour les déficits de ce gendarme hors norme.

Pareille structure relève d'un Etat dans l'Etat et fait penser au fonctionnement d'une oligarchie qui privatise les bénéfices et mutualise les pertes. Son maintien annonce non seulement les dérives de la gouvernance mais aussi l'enterrement de la démocratie.

Dernier point de taille. La Finma a émis en 2012 une ordonnance sur l'insolvabilité des banques, ses clients dans les faits. Elle y traite de leur capitalisation à travers une confiscation des dépôts (épargne des caisses de retraite par exemple). Ce document a force de loi. Il est donc urgent d'envisager la remise en question de cette autorité et de ses prérogatives de puissance publique dont les conflits d'intérêts – y compris avec l'étranger – ne sont plus à démontrer.

Liliane Held-Khawam

La suite de ce qui risque de devenir un feuilleton est à lire sur le blog de Mme Held-Khawam¹: il y est question de la liste noire, apparemment immuable, de la Finma sur les entreprises douteuses – certaines sont inscrites depuis 2009 sans que les doutes aient été vérifiés ou levés – et de la publication tout-public des données personnelles des assujettis condamnés.

¹ www.lilianeheldkhawam.wordpress.com

Librairie La Proue (1993-2015)

Après plus de vingt ans d'existence, la librairie La Proue a malheureusement fermé ses portes au mois de juin dernier. Elle occupait, aux Escaliers du Marché, à Lausanne, les locaux qui furent antérieurement ceux de la première librairie des éditions L'Age d'Homme (avant celle de la rue de la Louve). La Proue fut reprise en 1993 grâce à l'amitié de Vladimir Dimitrijevic par M. Jean-Marc Berthoud, qui l'anima pendant vingt-deux ans avec l'aide bénévole de proches et d'amis.

Il s'agissait d'une librairie chrétienne au sens propre du terme: on y trouvait des livres tant catholiques qu'évangéliques, orthodoxes que réformés. On n'y trouvait pas que des livres de théologie ou de spiritualité, mais aussi de philosophie, de politique, d'histoire, de littérature et même d'économie: la vision chrétienne du monde appliquée à tous les domaines de la réalité, selon le credo M. Berthoud. On y trouvait à la fois des livres neufs et des livres d'occasion. Au départ, le fonds de livres fut constitué d'une partie de l'imposante bibliothèque personnelle de M. Berthoud; et le premier stock de livres neufs put être acquis grâce au don providentiel d'une personne (rencontrée par l'intermédiaire de la Ligue vaudoise) pourtant athée mais qui partageait avec M. Berthoud le souci

du redressement intellectuel et moral du Pays de Vaud.

Plus encore qu'une librairie de qualité, la Proue fut, tout au long de ces vingt-deux années, le théâtre d'expositions (à ses débuts), de nombreuses conférences, réunions, études bibliques et, surtout, d'innombrables échanges approfondis – parfois vigoureux – avec le maître des lieux.

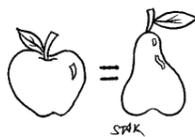
Il ne s'est hélas trouvé personne ayant à la fois l'ensemble de qualités particulières et la disponibilité requises pour reprendre et poursuivre l'animation d'une telle librairie. Nous ne pouvons qu'espérer que, un jour ou l'autre, une librairie du même genre ouvrira ses portes à Lausanne, pour combler tant soit peu le vide laissé par la fermeture de La Proue.

Denis Ramelet

Félicitations

Le 17 juillet dernier, Pauline, Anne, Catherine est venue agrandir le cercle familial de M. et Mme Olivier Klunge, pour la plus grande joie des aînés Céleste et Georges. Nous formons tous nos vœux pour Pauline et adressons nos plus vives félicitations à notre collaborateur ainsi qu'à son épouse.

La Rédaction



De l'inégalité entre les hommes, les femmes, les animaux et les plantes

Après l'égalité entre les hommes, puis l'égalité entre les hommes et les femmes, la prochaine «évolution» de notre société malade consistera à revendiquer l'égalité entre les hommes et les animaux. C'est ainsi qu'on a vu défiler à Genève, il y a quelques jours, une «marche contre le spécisme».

LE COIN DU RONCHON

Les militants de l'égalité entre tous les «êtres sensibles» quelle que soit leur espèce sont perçus aujourd'hui comme de doux dingues, comme des hurluberlus encore peu dangereux. Mais si l'on songe à la rapidité avec laquelle certains lobbies idéologiques ont réussi à transformer le système de valeurs dans lequel nous vivons il y a quelques décennies, on peut craindre que d'ici quelques années, si l'Europe n'a pas

encore entièrement disparu, les accusations de spécisme seront aussi gravissimes que les accusations de racisme le sont aujourd'hui.

En attendant, nous n'allons pas nier que les analogies revendiquées entre l'espèce humaine et le règne animal ne sont pas toujours qu'une vue de l'esprit. Lorsque nous contemplons ceux qu'un malheureux abus de langage nous fait appeler nos semblables, nous voyons surtout des singes, des ânes, des cochons, des thons, des morues, de vieilles chouettes et de grosses buses. Des hyènes et des pigeons. Des paresseux aussi. Et les bases semblent en outre déjà posées pour l'étape suivante, celle qui réclamera l'égalité avec les végétaux: il y a déjà de belles plantes, de grosses légumes, des gens chou et d'autres fleur bleue.

La question reste: peut-on vraiment établir une quelconque égalité entre tout ça.

Le Ronchon